

participé à toutes les chasses aux chômeurs lorsqu'il était au pouvoir, veuille aujourd'hui offrir à toutes les personnes au chômage depuis deux ans un emploi payé dans l'administration selon les barèmes. On en retiendra donc que, subrepticement, le cdH s'apprête à intégrer au sein de son programme des ouvertures à une limitation des allocations de chômage et à tenter de préparer les esprits à cette idée à l'occasion de la campagne électorale.

La majorité, c'est nous !

Si une campagne énergique n'est pas développée pour s'y opposer, il est à craindre que la régionalisation des allocations de chômage

de longue durée fera partie d'un nouvel accord de gouvernement que les Belges découvriront après les élections. Il est temps pour ceux et celles qui défendent les solidarités organisées par la Sécurité sociale de faire entendre leur voix contre ce projet. Même s'il devait gagner les élections en Flandre, le mouvement nationaliste flamand ne représenterait toujours qu'une minorité à l'échelle de la Belgique. Refusons que celle-ci nous impose son agenda politique séparatiste et anti-social. □

(1) Arnaud Lismond-Mertes et Paul Vanlerberghe, « Notre cordon sanitaire tient bon », *Ensemble !* n° 100, septembre 2019.

(2) Paul Cobbaert, « Terug naar Loppem met Bart De Wever : "We hebben een nieuwe coup nodig" », in *De Krant van West-Vlaanderen*, 9 juillet 2021.

(3) Kanaal Z, 20.07.2021

(4) Wouters Verschelden, *Les Fossoyeurs de la Belgique*, 2021.

(5) Bertrand, Rennoir, Bayenet, Plasman et Tojerow, non publié, janvier 2019.

(6) Benoît Bayenet et alii, non publié, avril 2020.

(7) in *Le Soir*, 30.12.

(8) Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens, « Ils ne "savaient pas" (ter) ? », *Ensemble !* n° 105, p. 74.

(9) www.ilferabeaudemain.team Débat le 20.10.21 à La Louvière et le 24.11.21 à Bruxelles.

« NOUS POURRIONS ASSISTER AU GRAND *KLADDERADATSCH* »

Nous avons demandé à Bruno De Wever, historien à l'UGent, de nous expliquer la notion de « nation flamande »... mais aussi la façon dont il voit les évolutions possibles du pays après 2024. Faut-il craindre un grand *kladderadatsch* (éclatement) ?

Propos recueillis par Paul Vanlerberghe (CSCE)

Bruno De Wever est professeur à l'Université de Gand, à la faculté d'Histoire, où il dirige le département Histoire et le groupe de recherche *Sociale Geschiedenis sinds 1750* (« Histoire sociale depuis 1750 »). Il est rédacteur en chef du magazine *WT : Tijdschrift over de geschiedenis van de Vlaamse beweging* (« Nouvelles scientifiques : Revue d'histoire du mouvement flamand »), une publication, créée en 1935, consacrée à l'étude de l'histoire du mouvement flamand depuis son origine. Si, outre son travail académique, Bruno De Wever est le frère du président de la N-VA, il est aussi un intellectuel largement reconnu et qui défend en tant que tel dans le débat public flamand des positions propres et différentes de celles de son frère.

En tant qu'historien travaillant sur le mouvement flamand, nous lui avons

demandé de nous exposer, à destination d'un public de Belges francophones, sa vision du nationalisme flamand, ainsi que de l'origine et de l'évolution des notions de « nation flamande » et de « peuple flamand ». Nous l'avons également invité à s'exprimer sur le rapport qu'une partie du mouvement flamand a aujourd'hui avec l'extrême droite, notamment à travers la lecture de l'histoire à laquelle il se réfère et qu'il promeut. Enfin, nous lui avons demandé, en tant qu'intellectuel et observateur de la politique, quels étaient les scénarios politiques qui lui paraissent envisageables en cas de victoire des partis « nationalistes » flamands aux élections de 2024. Rien n'est fait, mais « tout » pourrait être possible ?

Ensemble ! Professeur, nombreux sont les francophones de Belgique ↗



Bruno De Wever, historien, défend dans le débat public flamand des positions propres et différentes de celles de son frère, président de la N-VA.

⇒ **qui se demandent ce que signifie la notion de « peuple flamand ». Par exemple, les habitants de la Région bruxelloise en font-ils aussi partie? Bruno De Wever (UGent) :** Il existe évidemment plusieurs façons dont une communauté se définit. Il y a d'abord l'approche institutionnelle et juridique. Dans cette approche il faut constater qu'il existe une communauté flamande qui a été formalisée juridiquement. Ce cadre juridique définit qui fait partie de cette *vlaams gewest* : il s'agit de tous les habitants de la Région flamande avec en plus les Flamands de la Région de Bruxelles capitale. Bruxelles est une région très spéciale, où il existe différentes façons de concevoir cette question. Du côté flamand, on considère généralement que sont des Flamands ceux qui inscrivent leurs enfants dans une école néerlandophone, qui ont

arrivaient en Belgique à l'époque, les notions de Flandre ou de Wallonie n'avaient aucune importance pour eux. Ils arrivaient en Belgique, c'est cela qui comptait à leurs yeux. S'ils voulaient quelque chose, c'était de devenir belge, sur le plan juridique évidemment mais également sur le plan de l'appartenance à la communauté au sein de laquelle ils venaient d'arriver.

Comment la notion d'un « peuple flamand » s'est-elle développée ?

Concernant la formation de la nation flamande et par conséquent la fondation d'un peuple flamand, elle a commencé à se créer à partir de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, disons entre 1860 et 1900, donc après la création de la Belgique. Historiquement le concept de « Flandre » était lié au comté de

historique, mais aussi du Brabant et du comté de Looz (qui correspond à peu près à l'actuelle province du Limbourg). Dès lors, les notions de Flandre et de « peuple flamand » couvraient progressivement tous les néerlandophones de Belgique. Il est né chez les Flamands un sentiment croissant de solidarité, une conviction d'être liés par un même sort : la discrimination par rapport à l'usage de leur langue. Le flamand ou le néerlandais n'était en Belgique pas reconnu comme une langue de plein droit. Elle était simplement considérée comme un langage bon pour la cuisine et pour les champs, pas pour l'hôtel de ville, ni pour la science ou pour l'administration ou pour l'armée. Le sentiment de partager un sort commun vient également des circonstances sociales, ces populations vivaient une pauvreté généralisée. Rappelons-nous que des dizaines de milliers de Flamands ont choisi l'exil vers la France, vers les États-Unis, mais aussi vers la Wallonie où ils cherchaient refuge comme paysans ou comme main-d'œuvre ouvrière dans les mines ou dans l'industrie. Ce ressenti esquisse en grande ligne la formation progressive d'une nation propre aux néerlandophones de Belgique. C'est sur cette formation que plus tard le mouvement flamand s'est greffé et plus tard encore le nationalisme flamand.

Les notions de Flandre et de « peuple flamand » ont couvert progressivement tous les néerlandophones de Belgique

une carte d'identité en néerlandais ou qui d'une manière ou d'une autre font appel à des subsides dispensés à Bruxelles par la Région flamande. On considère que cette personne ou ce ménage appartient à la communauté flamande et donc fait partie du « peuple flamand ».

Vous désignez comme Flamands les personnes qui habitent en Flandre, mais en Flandre on désigne depuis longtemps les concitoyens d'origine étrangère comme des « nouveaux Belges » et pas comme des « nouveaux Flamands ». Pourquoi ? Quel signal envoie-t-on ainsi ?

Il faut aborder ces termes de deux points de vue, d'une part celui flamand ou belge, de l'autre celui des gens qui sont arrivés ici. A l'époque où les immigrants de l'importante vague du début des années soixante arrivaient en Belgique, la régionalisation ou la fédéralisation n'en était qu'à ses balbutiements. Cela ne prenait pas une place aussi grande que maintenant dans les discours ni dans les idées. Beaucoup de Belges n'avaient eux-mêmes pas une idée claire du chemin que cela allait prendre. Quant aux gens qui

Flandre qui existait au Moyen Age comme dépendance de la France et qui comprenait *grosso modo* ce qui est à l'heure actuelle la Flandre occidentale, la Flandre orientale et des territoires qui appartiennent maintenant à la France.

L'écrivain Henri Conscience (1), auteur du livre épique *De Leeuw van Vlaanderen* (Le Lion des Flandres) en 1838, a eu une grande influence. Son œuvre est un acte fondateur pour élargir la notion de Flandre et de Flamand à tous les néerlandophones de Belgique. L'image d'un comté de Flandre fort et qui avait su se libérer de la domination du roi de France était symbolisée par la bataille des Éperons d'or de 1302. Cela parlait aux esprits et n'était nullement controversé. Henri Conscience était néanmoins très « belge ». Immédiatement après l'indépendance de la Belgique, il a servi six ans dans l'armée belge. Il reçut d'ailleurs un subside du roi Léopold Ier et il portait le titre formel de professeur de néerlandais pour les princes royaux. Mais, dans le même temps, sa notion de Flandre s'appliquait non seulement au territoire de la Flandre

Aujourd'hui, les deux partis qui portent l'indépendance de la Flandre dans leurs statuts et discours recueillent presque la moitié des voix en région flamande. Cela étonne et inquiète beaucoup de Belges francophones.

Une grande partie des gens votent pour ces partis, mais cela peut avoir des motivations différentes. Soit il s'agit d'un sentiment de forte appartenance à la cause de la Flandre, soit il s'agit d'une adhésion aux politiques socio-économiques de droite soutenues par la N-VA notamment. En gros, cela correspond à un choix privilégiant les intérêts des classes moyennes supérieures de la Flandre. C'est justement là que se trouve la base électorale de la N-VA. Le Vlaams Belang pêche lui dans les milieux d'ultradroite et flamingants, mais aussi dans la classe populaire qui ne sait pas qui croire.

En a-t-il toujours été ainsi dans le passé ? Est-ce qu'il y a un moment

charnière qui marque un tournant dans cette direction ?

Il faut faire la distinction entre la formation de nation que nous avons décrite précédemment et le développement du nationalisme flamand comme tendance sociétale et politique. La formation de nation en Flandre était en train de se réaliser, comme je viens de l'expliquer, comme un processus social autonome, basé sur une solidarité et sur le sort commun des néerlandophones de Belgique. Le nationalisme flamand comme tendance politique n'existait pas à l'origine. Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la notion s'est développée au sein d'un groupe de gens qui étaient culturellement très conscientisés qu'un peuple flamand devait exiger ses droits culturels, la reconnaissance de sa langue. Puis, pendant la Première Guerre mondiale, naît le mouvement *Frontbeweging*, le mouvement du front, qui exigeait non seulement les droits culturels et linguistiques mais aussi une autonomie politique pour la Flandre. Cet activisme existait comme mouvement nationaliste flamand dans une Belgique occupée par l'Allemagne. Cette forme de collaboration était soutenue et instrumentalisée par l'occupant dans le cadre de la *Flamenpolitik* qui avait l'objectif de diviser et de détruire la Belgique. C'est là-dessus que

Le flamand n'était en Belgique pas reconnu comme une langue de plein droit

le mouvement derrière les lignes du front de l'Yser s'est greffé et c'est cela qui a donné le nom *Frontbeweging* au mouvement.

Cet activisme a eu très peu de succès, mais il y avait quand même des résultats qui parlaient aux gens. L'exemple clé, c'est cette université de Gand à laquelle je suis attaché et où nous nous trouvons maintenant. Elle a été « néerlandophonisée » en 1916, en pleine guerre, sous l'impulsion des activistes et avec la bénédiction de l'occupant. Après la guerre,



cette « néerlandophonisation » a été vite annulée, jusqu'à ce que, en 1930, sous la pression du mouvement flamand, elle devienne une université complètement néerlandophone, la première du pays. Ce n'est que dans l'*interbellum*, la période entre les deux grandes guerres, que le nationalisme flamand a pris la forme d'une idéologie claire et reconnaissable. Les organisations ou les partis de ce nationalisme flamand se sont compromis avec « l'Ordre nouveau » et ils ont collaboré avec l'occupant ou adhéré à l'idéologie nazie, dans des degrés différents selon les organisations.

La phase ultime de cette évolution se joue entre les années cinquante et maintenant. Cela commence avec le développement d'une nouvelle assertivité flamande après les années de

plomb d'après-guerre, avec comme signal emblématique la création en 1954 du parti Volksunie. Dès lors il y avait deux tendances chez les « patriotes » de Flandre. D'un côté il y a eu les militants pour plus d'autonomie flamande mais en restant dans le cadre de la Belgique. Une figure très importante de cette tendance était Frans Van Cauwelaert, qui était un politicien de grande influence du parti catholique (avant la guerre) devenu le CVP et, aujourd'hui, le CD&V. De l'autre côté, il y a eu les militants de la Volksunie et du Vlaams Blok puis Belang, plus tard la N-VA, qui préconisaient une autonomie ou indépendance hors du cadre de la Belgique. C'est exactement la situation où nous nous trouvons maintenant. La plupart des partis politiques en Flandre soutiennent un mouvement vers

Le livre épique *De Leeuw van Vlaanderen* a connu un succès constant, inspirant films et BD (ici la version de Bob de Moor)

La plupart des partis politiques en Flandre soutiennent un mouvement vers plus d'autonomie pour la Flandre mais dans le cadre de la Belgique

⇒ plus d'autonomie pour la Flandre mais dans le cadre de la Belgique, alors que les deux partis nationalistes poussent vers une autonomie hors du cadre de la Belgique. Avec la petite nuance que, dans le cas de la N-VA, il n'est pas encore tout à fait clair quel chemin elle va choisir.

Est-ce que la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale et la répression après celle-ci jouent un rôle dans les programmes politiques des deux partis nationalistes et dans les positions de la population qui réagit à ces programmes ?

La collaboration et la répression qui s'ensuit ont fortement marqué après la guerre les vies et les esprits des personnes qui ont voulu faire avancer la cause de la Flandre. Il y a parmi eux une petite minorité qui continue à revendiquer les mauvais choix (soutien à l'occupant) du passé, mais il y a une grande majorité qui veut prendre de la distance, qui ne veut en rien être associée avec ces choix du passé. La N-VA dit clairement qu'elle n'a rien à voir avec les restants du passé pro nazi de certaines fractions du mouvement flamand d'antan. Le Vlaams Belang fait de même, dans une moindre mesure.

L'année passée, le parlement flamand a publié une brochure à l'occasion de son cinquantième anniversaire, dans laquelle il célèbre August Borms et Staf De Clercq (2) comme personnalités ayant joué un rôle important dans la formation de la nation flamande. Il s'agit de deux collaborateurs notoires, dont celui qui a survécu à la guerre a été condamné à mort et fusillé en 1946...

La rédaction de cette brochure a été sous-traitée par le parlement flamand à une société commerciale, ce

que je trouve regrettable. Sous-traiter une tâche tellement importante à une entreprise qui n'a pas les compétences nécessaires, alors que bien des institutions en Flandre les

ont... Sur le fond, Staf De Clercq et August Borms ont bien sûr contribué à la formation de la nation flamande, mais de façon négative. De par leurs positions, de par leur collaboration, ils ont nui à la formation de la nation flamande. Et cela aurait dû être expliqué clairement dans la brochure du parlement flamand.

Le président de la N-VA, Bart De Wever, a déclaré dans son récent livre sur l'identité que la bataille de Poitiers qui a opposé, en 742, les Gaulois et les Francs carolingiens d'une part et les « musulmans, les Maures, les Arabes... » de l'autre, était à la base de l'identité européenne. Est-ce historiquement correct ?

Cela est tout à fait contestable. La bataille de Poitiers était un événement relativement mineur dans les grands réaménagements en cours entre l'Europe centrale et la région méditerranéenne, et plus particulièrement le califat islamique d'Espagne. On peut poser la question aux médiévistes mais cela ne tient pas la route, du point de vue historique, d'invoquer cet événement comme la base de l'identité européenne. Il s'agit tout simplement d'une opération militaire de défense qui a réussi.

Est-ce que l'objectif d'autonomie ou d'indépendance de la Flandre est toujours une revendication absolue pour le mouvement flamand et pour les deux partis politiques nationalistes ?

Pour le mouvement flamand cela reste une revendication absolue, mais ce mouvement n'a plus de voix prépondérante dans le débat. En plus il s'agit d'un mouvement, cela veut dire qu'il n'est pas structuré comme parti politique. Par contre, les deux partis nationalistes portent dans

leurs statuts l'indépendance de la Flandre. Pour la N-VA il s'agit même de l'article 1.1. des statuts. Donc, formellement, là se trouve le point de référence pour la N-VA et pour le Vlaams Belang. Mais si, à un certain moment, on assiste à de « grandes négociations » entre les forces politiques dominantes des entités régionales de la Belgique, alors il se peut que ces deux partis suivent des stratégies qui ne soient pas du tout les mêmes.

Que se passera-t-il si en 2024 les deux formations nationalistes obtiennent une majorité ou une quasi majorité ? Y aura-t-il un gouvernement flamand revendiquant l'indépendance ? Un blocage du fonctionnement du gouvernement fédéral ?

On est encore loin de là. Mais certains spéculent sur ces scénarios. Une fois que le résultat électoral sera connu, les forces du camp nationaliste vont montrer leurs positions stratégiques. Ces cartes ne sont pas encore distribuées, certainement pas à la N-VA. Le président de la N-VA maintient que tout doit se faire dans le cadre de la concertation et de la légalité. Mais en même temps il a aussi déclaré que des changements fondamentaux en Belgique se sont fait hors des règles fixées par la Constitution. Il fait allusion bien sûr à l'Accord de Loppem où, à la fin de la Première Guerre mondiale, le suffrage universel simple masculin a été décrété par le roi Albert 1er et les élites politiques sans que l'article concerné de la Constitution n'ait été en bonne et due forme ouvert préalablement à révision. Le contexte était cependant différent car toutes les parties prenantes, le roi et les partis politiques, étaient unanimes pour soutenir cette décision.

Il est clair qu'une fois que le résultat électoral sera connu, si celui-ci donne des possibilités aux nationalistes en Flandre de poursuivre leurs exigences, alors beaucoup de choses seront possibles. Ils pourraient probablement former un gouvernement pour la région flamande et bloquer

Les nationalistes pourraient former un gouvernement pour la région flamande et bloquer la mise sur pied d'un éventuel gouvernement fédéral

la mise sur pied d'un éventuel gouvernement fédéral. Si cela se réalise, nous pourrions assister au grand *kladderadatsch*, l'éclatement total, où tout est possible. (3)

Il n'est pas exclu que les formations flamandes soient prêtes à faire des concessions qui, dans le passé, auraient été pour elles totalement inacceptables, afin d'obtenir l'autonomie totale de la Flandre par la concertation. Pour ne citer qu'une chose, le fameux corridor entre la capitale Bruxelles et la Wallonie pourrait jouer ce rôle. Ce corridor (4) de 2,5 kilomètres de largeur qui relierait Bruxelles à la Wallonie, pourrait être un élément important pour obtenir dans les négociations l'autonomie totale de la Flandre. Cela implique l'amputation d'une petite partie territoriale de la Flandre mais cela pourrait être la monnaie d'échange nécessaire. Dans la balance des négociations tout peut avoir sa valeur.

Les futurs négociateurs éventuels de 2024, aussi bien flamands que francophones, ne vont pas dévoiler publiquement leurs cartes, ce qui est tout à fait normal. Nous n'allons pas entendre grand-chose, et même plutôt rien, jusqu'à ce que le résultat du scrutin soit connu. Après le scrutin seulement commenceront d'abord la surenchère et puis les négociations... □

(1) L'écrivain Henri Conscience (connu en Flandre comme Hendrik Conscience) est né à Anvers en 1812, il était le fils d'un officier de l'armée de l'empereur Napoléon. Son père était originaire de Besançon, et a eu des responsabilités dans la gestion du port d'Anvers pendant les guerres napoléoniennes.

(2) August Borms est un nationaliste flamand qui a été condamné à mort après la Première Guerre mondiale pour collaboration active avec l'occupant. Sa peine de mort a ensuite été commuée en emprisonnement à vie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a à nouveau collaboré avec l'occupant. Il a une nouvelle fois été condamné à mort et exécuté en 1946. Staf De Clercq était le chef du VNV, le Vlaams Nationaal Verbond, et il est décédé de mort naturelle en 1942.

(3) L'expression d'origine berlinoise « *Kladderadatsch* », courante en Flamand, est une onomatopée qui évoque le bruit de quelque chose qui tombe sur le sol et vole en éclats.

(4) La revendication d'un corridor territorial entre Bruxelles et la Wallonie a été émise pour la première fois en 2008, lorsque des politiciens francophones l'ont mise sur la table des négociations. L'idée d'un corridor a été reprise en 2010 et 2011, mais depuis elle n'a plus été abordée.

« DÉFENDRE L'UNITÉ DE LA BELGIQUE »

David Pestieau, vice-président du PTB, vient de publier un Manifeste pour l'unité de la Belgique. Avec pour ambition d'éviter que les élections de 2024 se transforment en point de basculement vers le séparatisme.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCÉ)

« *We are one* », dans les deux langues. A travers la campagne qu'il lance et le livre du même nom que publie son vice-Président (1), le PTB entend se positionner, dans la perspective des élections de 2024, comme l'adversaire le plus offensif du « bloc séparatiste » flamand formé par la N-VA et le Vlaams Belang. Si pas même comme meilleur défenseur d'une Belgique plus unie. Du rouge au tricolore ? Le nouveau livre rouge du PTB est un « Manifeste pour l'unité de la Belgique » qui fait siennes les couleurs du drapeau belge. Un positionnement qui peut paraître étonnant pour un parti qui se revendique « de gauche authentique » et « marxiste ». Raoul Hedebouw, le nouveau président du PTB ramasse : « *La scission de notre pays est antisociale, coûteuse, absurde et brutale. Plus d'unité est social, bon marché, efficace et humain.* » Mais encore ?

Pour en savoir plus, nous avons rencontré l'auteur de ce Manifeste, David Pestieau, qui nous a expliqué l'analyse de la situation politique sur laquelle se fonde cette prise de position. Il pointe le risque d'un « *saut qualitatif* » dans une nouvelle réforme de l'État qui, après 2024, conduirait à la dislocation de la Sécurité sociale et du pays, voire à court ou moyen



terme à l'accession au pouvoir de l'extrême droite en Flandre. Inéluctable ? Non, selon lui, si la population s'empare du débat et fait entendre sa voix. Non, si une vaste campagne est ouverte pour l'unité de la Belgique et contre le projet de scission de la N-VA et du VB. Une démarche offensive qui, selon lui, contraste avec celle de la direction actuelle du Parti socialiste, accusée d'acclimater du côté francophone l'idée des bienfaits de la « *territorialisation des politiques* », de sombrer dans le régionalisme et de positionner le PS comme le partenaire de la N-VA pour réaliser son projet de « *scission ordonnée* » du pays.

Ce positionnement unitariste assumé attire au PTB de nouvelles sympathies, mais aussi de nouvelles critiques. Comme celles du

David Pestieau (PTB) : « *Nous ne voulons pas d'un scénario similaire à celui qui a été appliqué en Tchécoslovaquie* »

JULIEN RIBAUDO - SOLIDAIRE